



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR

667 RUE DE LA GARE
88430 Corcieux

Références : S-23-1413RP

Code AIOT : 0006202174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR implanté 1232 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. L'inspection a été annoncée le 30/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est spécifique à la vérification de l'application de l'arrêté ministériel IED (rubrique principale 3642) du 27 février 2020, applicable au 05 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR
- 1232 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un site appartenant au groupe Lactalis. Son activité est intimement liée à celle de la fromagerie Marcillat puisque ASMAR est uniquement chargé de concentrer le sérum produit, à titre de sous-produit, par la fromagerie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020 article 13.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Sans objet
2	Inventaires, consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.II	Sans objet
3	Inventaires, effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.III	Sans objet
4	Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2	Sans objet
5	Rétention des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 12	Sans objet
7	Inventaires, consommation d'énergie	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.V	Sans objet
8	Inventaires, effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.IV	Sans objet
9	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8	Sans objet
10	Consommation d'eau et rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site répond aux prescriptions de l'arrêté ministériel. Seule la question des émergences sonores mérite d'être approfondie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un Système de Management Environnemental (SME) (...).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un rapport d'audit (suite à visite de certification des 17 et 18 octobre 2023). Ce rapport conclut favorablement à l'attribution de la certification ISO 14 001 pour le site ASMAR. Ce site reste en attente d'une attribution formelle de la certification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaires, consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.II
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : (...) II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau (...)
Constats : L'exploitant a présenté un outil de suivi (tableau informatique mis à jour quotidiennement) renseigné depuis 2014. Les volumes d'eau qui y sont référencés sont répartis par poste de consommation. L'exploitant s'appuie sur ce tableau notamment pour détecter des fuites (qui seraient révélées par des consommations incohérentes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Inventaires, effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.III
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : (...) III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux (...)
Constats : Par son dossier de réexamen IED, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un suivi des paramètres température et azote (concentration de rejet et flux). Il a été démontré à l'inspection des installations classées que ces paramètres sont suivis en entrée de station d'épuration (STEP gérée par la société Marcillat). Le chlorure est désormais également suivi. Les fréquences de relevé et d'analyse sont : <ul style="list-style-type: none">• quotidienne pour la température ;• hebdomadaire pour l'azote (NTK) ;• mensuelle pour les chlorures. L'exploitant précise que les analyses en azote sont disponibles sous une semaine. Afin de pallier ce délai, il dispose également de bandelettes qui permettent de piloter ce paramètre par approximation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : L'exploitant disposait de deux machines R22 et une machine R134a. Il ne dispose désormais plus que deux machines qui toutes deux fonctionnent avec le gaz R1234ZE (charge de 50 kg). Le gaz R1234ZE est un hydrofluoro-oléfine (HFO) qui dispose d'un pouvoir de réchauffement climatique (GWP) inférieur à 1 et ne contribue pas à la destruction de la couche d'ozone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 12
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. La capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.). Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises. Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.
Constats : L'exploitant se sert du premier bassin (bassin 0) de sa station d'épuration pour répondre aux prescriptions de cet article. Ce bassin de 2 000 m ³ peut être isolé par un système de vannes. Il peut donc retenir toute pollution en attente de caractérisation et traitement. Le système de vannes permet également de shunter ce bassin afin que la station d'épuration reste malgré tout fonctionnelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (...), un plan de gestion du bruit (...)
Constats : L'exploitant a présenté son dernier rapport de mesure des émissions sonores (janvier 2021). L'inspection constate que sur les 3 points ayant fait l'objet des mesures, le point 2 (situé entre le site ASMAR et la scierie située à proximité) fait l'objet des dépassements suivants : <ul style="list-style-type: none">• 9,5 db mesurés en période diurne (5 db autorisés) ;• 13,5 db mesurés en période nocturne (3 db autorisés). L'inspection note que le site ASMAR n'a jamais fait l'objet de plainte pour l'enjeu bruit. Pour autant il est demandé à l'exploitant de fournir avant la fin du premier trimestre 2024 de nouvelles mesures et, au besoin, un plan de résorption des dépassements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Inventaires, consommation d'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.V
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : (...) V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée (...).
Constats : L'exploitant a présenté son tableau de suivi qui référence les quantités de matières premières utilisées ainsi qu'un suivi énergétique. Il est à noter, pour les quantités de matières premières, que ce suivi ne peut être prospectif (à visée de réduction) puisque la réduction de consommation de matière première ne peut être mise en parallèle que d'une réduction de l'activité (qui se limite à concentrer du sérum de lait issu de la production de la société Marcillat).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Inventaires, effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6.IV
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : (...) IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux (...)
Constats : L'exploitant fait application des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Il y est prévu que les effluents gazeux des chaudières fassent l'objet d'une analyse tous les trois ans ; la dernière ayant eu lieu en octobre 2022. A ce titre l'inspection a pu en consulter le rapport qui ne révèle aucun dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b. <u>Technique a :</u> Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (...) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation. <u>Techniques b :</u> <ul style="list-style-type: none">• la régulation et le contrôle des brûleurs ;• la cogénération ;• les moteurs économes en énergie ;• la récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;• l'éclairage ;• la réduction au minimum de la purge de la chaudière ;• l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;• le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;• les systèmes de commande de procédés ;

<ul style="list-style-type: none"> • la réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; • la réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; • les variateurs de vitesse ; • l'évaporation à multiples effets ; • l'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de bord qui répond aux attentes définies par le plan d'efficacité énergétique. Il affirme par ailleurs avoir mis en œuvre l'ensemble des techniques b à l'exception de la cogénération et de l'utilisation de l'énergie solaire. Dans ce cadre, l'inspection a pu constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place de calorifugeage sur l'ensemble des vannes et tuyauteries ; • la mise en place d'éclairage LED (en voie de généralisation, quasi achevée) ; • l'existence de variateurs de vitesse ; • l'existence d'échangeur de chaleur (l'exploitant précise que les calories ainsi récupérées servent à chauffer les bâtiments).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Consommation d'eau et rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 9</p>
<p>Thème(s) : Autre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique a et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.</p> <p>Technique a : Recyclage ou réutilisation de l'eau</p> <p>Technique b : Optimisation du débit d'eau</p> <p>Technique c : Optimisation des buses et des conduites d'eau</p> <p>Technique d : Séparation des flux d'eau</p> <p>Technique e : Nettoyage à sec</p> <p>Technique f : Système de curage des canalisations</p> <p>Technique g : Nettoyage à haute pression</p> <p>Technique h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)</p> <p>Technique i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel</p> <p>Technique j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés</p> <p>Technique k : Nettoyage des équipements dès que possible</p>

Constats :

L'exploitant est en cours d'établissement d'un diagnostic quant à sa consommation et ses rejets aqueux. Pour ce qui concerne les techniques listées a à k, il indique toutes les avoir mises en œuvre. On peut notamment retenir :

- le refroidissement en circuit fermé ;
- le recyclage des eaux de vache pour divers nettoyages ;
- la réutilisation des eaux de derniers rinçage ;
- le nettoyage haute pression des cuves des camions.

Dans ce cadre, l'inspection a pu constater pour ce qui est de la réutilisation (via un schéma de pilotage de l'activité) : la dernière eau de lavage est réutilisée comme première eau du cycle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite